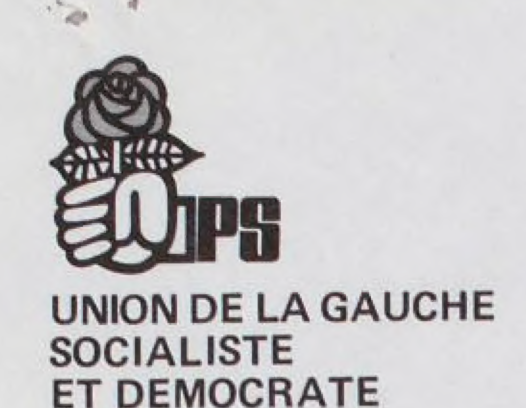


UNION DE LA GAUCHE
SOCIALISTE
ET DEMOCRATE

Voiron, le 23 Février 1973



Jacques-Antoine
GAU

42 ans - Marié - Cinq enfants
Docteur en droit
Licencié es-lettres
Directeur général adjoint du régime national d'assurance chômage
Candidat titulaire



Jean-Baptiste GLORIEUX

41 ans - Marié
Professeur agrégé
Maire de Voiron
Candidat suppléant

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Dans quelques jours, le 4 Mars, vous allez avoir à accomplir un acte dont la gravité ne vous échappe pas : par le vote que vous exprimerez, vous déciderez de la politique qui sera celle de la France dans les cinq prochaines années, donc de votre avenir et de celui de vos enfants.

Avant que vous fassiez ce choix décisif regardons, voulez-vous, où en est notre pays après 15 ans de pouvoir détenu sans partage par la même majorité politique.

La France, c'est vrai, s'est développée et enrichie, comme l'ont fait tous les autres pays industrialisés, quel que soit leur régime. Mais si la France est devenue plus prospère, ce ne sont pas les travailleurs, les producteurs, qui en ont été les principaux bénéficiaires.

Ainsi, dans notre pays qui est riche, on compte encore par millions les salariés dont le revenu ne permet pas de vivre vraiment ; ce sont des centaines de milliers d'agriculteurs et des dizaines de milliers d'artisans, de commerçants, de petits entrepreneurs qui ont dû abandonner leur outil de travail ; les personnes âgées sont restées dans un état de dénuement qui est la honte de notre pays ; les familles ont vu leur pouvoir d'achat rogné par une hausse des prix sans précédent, et le logement reste pour elles un problème angoissant ; le nombre des chômeurs s'est régulièrement accru dépassant aujourd'hui 600 000, parmi lesquels beaucoup de jeunes et de travailleurs en fin de carrière.

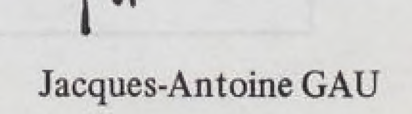
Pendant ce temps, une minorité qui détient la réalité du pouvoir, a profité sans mesure du produit de la croissance : l'exploitation des travailleurs, la spéculation foncière et immobilière, les privilèges fiscaux ont été, parmi d'autres, les moyens de cet enrichissement injuste et scandaleux.

Il faut donc, n'est-ce pas ? changer de politique. Il faut substituer à l'actuelle loi du plus fort ou du moins scrupuleux, la volonté populaire, seule capable d'imposer des solutions qui satisfassent l'intérêt général.

Voilà ce que, nous, Socialistes, vous proposons avec le programme commun de gouvernement.

Ce programme, vous le savez, contient un ensemble de mesures concrètes longuement étudiées, constituant une politique cohérente et que l'économie actuelle peut aisément financer, pour peu que cessent les gaspillages et l'immoralité et que soit mis fin aux privilèges de la fortune.

Si vous en êtes personnellement conscient ainsi que, désormais, une majorité de Français, faites confiance au Parti Socialiste dont le rajeunissement, l'organisation et l'implantation locale constituent pour vous la meilleure garantie que le programme commun sera loyalement et intégralement appliqué pour le changement dans l'ordre et la liberté.



Jean-Baptiste GLORIEUX

Jacques-Antoine GAU

LE PROGRAMME COMMUN POUR LA FRANCE

● Relever le niveau de vie et garantir le pouvoir d'achat des travailleurs, des familles, des personnes âgées ;

● Assurer une véritable égalité des chances en réformant l'école et en développant la formation permanente ;

● Améliorer la qualité de la vie en construisant la crèche, l'école, le stade... réaliser un urbanisme humain et lutter contre la pollution ;

● Assurer la promotion de la femme, de la famille, de la jeunesse ;

● Renforcer le contrôle des travailleurs dans l'entreprise ;

● Démocratiser l'économie en transférant à la nation l'actuel pouvoir de décision des groupes financiers ;

● Réaliser une politique agricole tendant à la modernisation et au développement des petites et moyennes exploitations ;

● Aider l'artisanat et le commerce, les P. M. E. à résister aux conséquences de la concentration capitaliste ;

● Réformer la fiscalité pour la rendre juste et fructueuse ;

● Rétablir et développer les libertés individuelles et collectives ;

● Assurer un fonctionnement démocratique des institutions au niveau de l'Etat, comme à celui de la Région, du Département et de la Commune ;

● Contribuer, en Europe et dans le Monde, au développement de la coopération internationale et à la Paix.

NOS PRIORITES POUR LES 79 COMMUNES DE NOS 7CANTONS

● Rendre d'abord aux communes une véritable indépendance politique en simplifiant les procédures administratives en votant des lois de gestion, en supprimant les prélèvements de l'Etat sur les impôts locaux ;

● Puis décentraliser l'école, les emplois et le logement au bénéfice des petites villes et des villages où il fait si bon vivre ;

● Avant d'entreprendre tout projet de prestige, achever en priorité l'équipement des quartiers et des hameaux : distribution d'eau, épuration, assainissement, électrification, voirie – du chemin déneigé à l'autoroute raccordée ;

● Protection de l'Agriculture par une définition précise et durable des zones de culture et d'urbanisation ;

● Limitation des grandes surfaces de vente, regroupement des commerces, accroissement des parkings. Défense de la petite entreprise industrielle et formation professionnelle permanente.

IMP. DANZI - 38503-VOIRON

Vu le candidat